ENSEIGNER LE QUÉBEC : POURQUOI L'HISTOIRE DU QUÉBEC EST IMPORTANTE POUR LE CANADA ANGLAIS

ALAN GORDON enseigne l'histoire canadienne à University of Guelph. Il a écrit sur les usages publics de l'histoire et est l'auteur de *Making Public Pasts: The Contested Terrain of Montreal's Public Memories* et, plus récemment, *The Hero and the Historians: Historiography and the Uses of Jacques Cartier.*

RÉSUMÉ

À une époque où les administrateurs des universités cherchent de plus en plus où faire des « économies » (par exemple en examinant la taille des classes), offrir un cours pour lequel l'intérêt a été faible ces dernières années peut être risqué. Un coup d'œil rapide aux calendriers de cours des universités canadiennes indique une forte baisse, au cours des dernières décennies, des opportunités d'apprentissage de l'histoire fascinante du Québec. Je propose trois stratégies qui pourraient relancer l'enseignement du Québec et du Canada français aux étudiants des universités de langue anglaise. La première d'entre elles consiste à internationaliser le contenu du cours pour que le Québec - et même le Canada - soient considérés comme faisant partie des thèmes historiques mondiaux. Une deuxième stratégie consiste à considérer le Québec et le Canada français en tant que repoussoir pour l'examen de l'histoire nord-américaine. L'intégration d'une telle approche dans l'enseignement de l'identité canadienne pourrait éclairer les similitudes et les différences dans la façon dont le contexte américain a affecté l'histoire du Canada et du Québec. Enfin, il faut prendre en compte le « fait » de la Constitution canadienne, la construction d'institutions politiques et juridiques, et les interactions avec les Canadiens anglophones, qui ont tous influencé l'évolution des francophones du Québec depuis la Confédération, et même avant.

Cela peut sembler une chose étrange à faire, mais cet été, comme je le fais à peu près à tous les deux ans, j'ai l'intention de passer quelques jours à penser à la façon d'enseigner l'histoire du Québec à des étudiants universitaires, pour la plupart des anglophones unilingues. C'est une tâche qui présente des défis évidents. Sans doute le défi plus évident est la recherche de lectures d'accompagnement adaptées et actuelles à assigner. Les manuels ne sont pas une solution facile, car il y a peu de manuels sur l'histoire du Québec qui soient écrits en anglais et appropriés pour les cours de premier cycle. Un autre défi est le manque d'intérêt palpable parmi de nombreux étudiants. À une époque où les administrateurs universitaires cherchent de plus en plus à faire des économies (par exemple en examinant la taille des classes), offrir un cours pour lequel l'intérêt a été on ne peut plus léger au cours des dernières années

peut être risqué. Ce n'était pas toujours le cas. Dans les années 1970 et 1980, les départements d'histoire des universités remplissaient les cours avec du matériel visant à aider les étudiants anglophones à comprendre leurs compatriotes francophones au Québec. Les questions entourant la Conquête, la crise agricole, l'abolition du régime seigneurial, la conscription, et la montée du séparatisme sont des questions qui retenaient l'attention des professeurs et des étudiants. Comme étudiant dans les années 1980, j'ai pris deux cours sur le Québec, et à l'établissement où j'enseigne actuellement on offrait dans le temps trois cours sur le sujet. Mais cette générosité n'est plus. Un coup d'œil rapide aux calendriers de cours des universités du Canada montre une forte baisse des possibilités d'étudier l'histoire fascinante du Québec au cours des dernières décennies. Certaines universités canadiennes n'offrent aucun cours sur le Québec. Ma propre institution répertorie désormais un seul cours, intitulé « Le Québec et le Canada français », provisoirement prévu à tous les deux ans.

Bien entendu, on peut enseigner l'histoire du Canada français autrement que par des cours d'histoire dédiés au Québec. Du matériel sur le Québec est également intégré dans les cours d'histoire canadienne ou générale. Au niveau universitaire, les cours d'histoire canadienne introductifs ont tendance à être donnés dans la première ou deuxième année. En règle générale, ces cours sont divisés en deux moitiés : la première porte habituellement sur le Canada avant la Confédération, la seconde couvre normalement la période postérieure à l'adoption de la Loi sur l'Amérique du Nord britannique en 1867. Mais, il y a tendance dans ces cours à couvrir l'histoire du Canada français selon un certain modèle. La plupart se concentrent sur la période de la Nouvelle-France, l'arrivée des explorateurs, le commerce et les conflits avec les peuples autochtones, l'établissement dans la vallée du Saint-Laurent et le système seigneurial, ainsi que les conflits grandissants avec les colonies britanniques au sud. Mais après la victoire britannique à la bataille des Plaines d'Abraham, ces cours réorientent les priorités sur l'arrivée des colons anglais, tandis que les Canadiens francophones sont repoussés à l'arrière-plan, pour ne surgir à nouveau que lorsqu'ils deviennent un problème pour l'unité nationale. C'est peut-être une généralisation injuste causée par l'espace limité dont je dispose ici, et on doit effectivement noter que les dernières éditions des manuels d'histoire générale ainsi que les instructeurs individuels ont tenté de corriger ce problème. Néanmoins, étant donné la nature du cours général et son impératif d'inclure toujours plus d'aspects de l'histoire du Canada, il est inévitable que les Canadiens français se fondent dans le décor, même si ce n'est que par comparaison.

Toute baisse de l'histoire du Québec dans les universités reflète aussi l'abandon d'une approche régionale, plus datée, pour expliquer l'histoire du Canada. Les chercheurs canadiens ne divisent plus l'histoire en composantes régionales, mais se concentrent plutôt sur certains thèmes sociaux ou culturels du passé national. Il n'y pas de raison de ne pas inclure du matériel sur le Québec dans ces cours. La poutine pourrait bien figurer dans un cours sur l'histoire de la nourriture, mais pour être plus que symbolique, elle doit être mise en contexte, par exemple dans une unité sur les habitudes alimentaires du Québec. Et cela semble peu probable. En effet, il y a eu un « séparatisme » implicite dans l'enseignement de l'histoire canadienne qui reflète ces évolutions dans les recherches récentes. Les traditions divergentes de recherche entre les communautés scientifiques anglophones et francophones ont généré différentes traditions et approches à la recherche. L'analyse poststructuraliste, par exemple, a eu peu d'impact sur les historiens de langue française, qui ont adopté pour leur part les méthodologies de sciences sociales et en particulier les méthodes quantitatives. Le résultat est que les historiographies de langue française et de langue anglaise ne se parlent pas entre elles. Mais le plus frappant, c'est que les chercheurs anglophones et francophones, sont simplement devenus moins intéressés à poursuivre des recherches franchissant la ligne linguistique. Dans un essai récent consacré à ce problème, Magda Fahrni déplore le manque de couverture sur le Québec dans les journaux académiques « nationaux » du Canada, mais souligne surtout les monographies savantes produites par des historiens professionnels.[1] En effet, la plupart des livres publiés au cours des vingt dernières années proclamant d'être sur l'histoire du Canada sont en réalité sur le Canada anglais, en dépit de leurs titres. C'est un développement inquiétant pour un certain nombre de raisons, qui suggère, plus particulièrement pour ce qui est discuté ici, un manque de confort académique face aux contextes de langue française. Je proposerai donc dans les prochaines lignes trois stratégies pouvant être alignées avec ces développements et qui pourraient revigorer l'enseignement du Québec et du Canada français pour les étudiants universitaires anglophones.

La première de ces stratégies consiste à internationaliser le contenu du cours pour que le Québec - et même le Canada - soient considérés comme faisant partie des thèmes historiques mondiaux. C'est précisément l'approche adoptée par Michel Ducharme dans son livre primé *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques*.[2] Ducharme relève le défi qui avait préalablement été identifié par Allan Greer en 1995, celui de trouver un moyen pour combler le « gouffre » entre les études du Haut-Canada et du Bas-Canada, en particulier en ce qui a trait aux rébellions de 1837. Greer a mis au défi les chercheurs de trouver des liens entre les événements dans les deux colonies, afin de mieux saisir la « nature essentielle » de la crise dans son ensemble.[3] Ducharme affirme que les deux rébellions doivent être replacées dans le contexte des révolutions de l'Atlantique qui ont renversé les anciennes structures politiques de vieux régime en Europe et dans les Amériques. Poussés par la poursuite de la « liberté » (ce que Ducharme admet est complexe et difficile à définir), les partisans de William Lyon Mackenzie et de Louis-Joseph Papineau ont pris les armes contre une administration coloniale qui selon eux les privaient de leurs droits inaliénables. Vues dans ce contexte, les rébellions deviennent les dernières d'une série de mouvements révolutionnaires commençant en 1776 et reliant les révolutions américaine et française, ainsi que les guerres d'indépendance en Amérique du Sud contre l'Espagne dans les premières décennies du 19e siècle. Le fait que les « révolutions » canadiennes aient échoué, opine Ducharme, ne les rend pas moins révolutionnaires dans leur intention.

Il y a beaucoup de promesse dans cette démarche de mondialisation. Dans le même esprit, l'histoire du nationalisme catholique dans les années 1920 peut être liée à des mouvements similaires dans d'autres États catholiques. De même, la Révolution tranquille et la montée du séparatisme pourraient être liées à des mouvements de décolonisation d'après-guerre en Afrique et en Asie, ou aux luttes révolutionnaires en Amérique latine et dans le monde entier. Qu'au moins deux membres du FLQ sont soupçonnés d'avoir reçu une formation de l'Organisation de libération de la Palestine en Jordanie est une preuve de ce lien.[4] Mais la Révolution tranquille est plus directement liée au mouvement des droits civiques américains, comme certains nationalistes québécois l'ont souligné eux-mêmes. Après tout, Pierre Vallières, le leader intellectuel du FLQ, a bien intitulé son autobiographie *Nègres blancs d'Amérique* en 1968.[5]

Le lien entre le mouvement des droits civiques et le nationalisme séparatiste au Québec suggère une autre avenue pour l'enseignement de l'histoire du Québec aux étudiants canadiens anglais. Le Québec et le Canada français pourraient servir de repoussoir à l'examen de l'histoire nord-américaine. L'hégémonie culturelle des Etats-Unis - la domination de son cinéma, de sa télévision et de sa presse écrite, de son alimentation, de sa mode et de ses biens de consommation - a certainement contribué à l'américanisation du Québec. Mais l'américanisation, ou plus exactement « l'américanité », implique aussi que le Québec doit être considéré comme une autre façon d'être américain. L'américanité dans ce contexte se réfère à la conscience d'être une nation du Nouveau Monde, au même titre que le Brésil, l'Argentine et le Mexique sont les pays d'Amérique. Sans doute la déclaration la plus frappante de cette américanité apparaît dans l'œuvre *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde* de Gérard Bouchard.[6] Bouchard utilise une approche comparative pour comprendre le développement du Nouveau Monde, ou les sociétés de colons, et conclut que le milieu américain (sa géographie, son climat, son environnement et son appropriation culturelle des peuples autochtones) distingue les sociétés de l'Ancien Monde et celles du Nouveau.[7] En insistant sur l'américanité du Québec, les historiens peuvent comprendre son développement comme nouvelle nation dans le contexte d'une société de colons. À certains égards, l'invocation du modèle de rupture et de continuité avec l'Ancien Monde de Bouchard nous ramène au travail des années 1950 sur les idéologies de la société de colons menées par le politologue américain Louis Hartz. Mais Bouchard pousse plus loin, en utilisant une méthodologie comparative plus large pour comprendre l'émergence de nouvelles identités nationales et pratiques culturelles dans le monde. C'est une approche qui résonne avec l'enseignement de l'histoire du Québec dans les universités québécoises et la longue étreinte de l'idée de l'Amérique française. L'intégration d'une telle approche dans l'enseignement de l'identité canadienne pourrait éclairer les similitudes et les différences dans la façon dont le contexte américain a touché les histoires du Canada et du Québec.

Sans doute la plus forte justification d'un nouvel accent sur l'histoire du Québec, ou du Canada français plus largement, dans l'enseignement de l'histoire canadienne émerge d'une réplique à l'argument de Bouchard. En 2001, Damien-Claude Bélanger a utilisé la *Genèse des nations* de Bouchard comme tremplin pour une critique plus large

de ce qu'il considérait être une faiblesse fondamentale dans l'historiographie québécoise.[8] Selon Bélanger, comme beaucoup d'historiens du Québec Bouchard a nié la « Canadianité » du Québec, tout en célébrant son américanité. La Canadianité capte deux éléments fondamentaux du développement historique du Québec, suggère Bélanger : son lien constitutionnel au Canada par la Confédération, et l'intégration des francophones du Québec dans une communauté culturelle qui déborde de ses frontières dans le « Canada français. » Le « fait » de la constitution canadienne, la construction d'institutions politiques et juridiques, et les interactions avec les Canadiens anglophones, ont tous eu une influence sur les développements dans le Québec francophone depuis la Confédération, et même avant. En outre, la culture française dans le nord de l'Amérique du Nord n'est pas limitée aux frontières actuelles du Québec. Et il y a eu un lien historique entre les Québécois francophones et les minorités françaises et catholiques ailleurs dans le Dominion du Canada. C'est un principe que j'explique aux étudiants comme la « double minorité ». Les interactions historiques entre le Canada anglais et le Canada français reflètent une reconnaissance tendue que les francophones sont une minorité au Canada, mais que les anglophones sont aussi une minorité au Québec.

Mais si l'histoire du Québec doit inclure sa Canadianité, sûrement l'inverse est également vrai. La connexion symbiotique entre les histoires du Canada anglais et du Canada français suggère que l'histoire du Canada doit reconnaître sa propre « Québec-icité. » L'insertion du Québec ou du Canada français plus directement dans l'enseignement de l'histoire canadienne de cette façon n'a pas besoin d'être d'un acte politique. Il n'implique pas nécessairement un retour au langage des « deux solitudes ». Il s'agit plutôt d'un acte de récupération de la connaissance. Autrement dit, la Québec-icité du Canada reconnaît le processus par lequel de nombreuses caractéristiques uniques de ce pays ont été façonnées par des compromis visant à tenir compte des valeurs des deux communautés majoritaires. Et cette reconnaissance ne doit pas être invoquée que dans les discussions sur l'unité nationale. Elle explique la persistance des systèmes scolaires distincts financés par l'État pour les minorités catholiques, une politique garantie par le soutien des politiciens du Québec pour leurs coreligionnaires en Ontario dans les années 1860. La Québec-icité explique aussi l'émergence des valeurs modernes, comme le multiculturalisme, qui a émergé du rapport de quatre volumes de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme. Les institutions politiques, culturelles et sociales du Canada sont examinées à travers ce que la génération précédente de chercheurs ont surnommée, en utilisant une terminologie datée, la « dualité » canadienne. La constitutionnalisation des principes de la différence culturelle dans le fédéralisme canadien, ce que Samuel LaSelva appelle son « fondement moral », a émergé de compromis politiques au centre du Canada dans les années 1840 et 1850 et qui se sont étendus à l'extérieur après la Confédération.[9] Certes, les historiens peuvent débattre des implications et significations essentielles de ces compromis, mais leur existence suggère l'importance d'enseigner aux étudiants d'aujourd'hui la Québec-icité du Canada. Et l'histoire du Canada pourrait bien s'en trouver plus riche et plus distincte.

NOTES

1 Magda Fahrni, "Reflections on the Place of Quebec in Historical Writing on Canada," dans Christopher Dummitt et Michael Dawson (eds) *Contesting Clio's Craft: New Directions and Debates in Canadian History* (London: Institute for the Study of the Americas, 2009): 10-12.

2 Michel Ducharme, Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2010).

3 Allan Greer, "1837-38: Rebellion Reconsidered," Canadian Historical Review 76(1) (March 1995): 11.

4 David Charters, "The Amateur Revolutionaries: A Reassessment of the FLQ," Terrorism and Political Violence 9(1) (Spring 1997): 137.

5 Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique : autobiographie précoce d'un "terroriste" Québécois* (Montréal : Éditions Parti Pris, 1968).

6 Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde : essai d'histoire comparée* (Montréal : Boréal, 2001).

7 Bouchard inclue l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans cette catégorie, comme le fait John Weaver dans sa fascinante étude comparative, *The Great Land Rush and the Making of the Modern World, 1650-1900* (Montréal : McGill-Queen's University Press, 2003).

8 Damien-Claude Bélanger, « Les historiens révisionnistes et le rejet de la "Canadianité" du Québec : Réflexions en marge de la *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde* de Gérard Bouchard, » *Mens* 2(1) (Automne 2001) : 105-12.

9 Samuel V. LaSelva, *Moral Foundations of Canadian Federalism: Paradoxes, Achievements, and Tragedies of Nationhood* (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 1996).